

Projet de conclusions

Le Comité de pilotage de l'Initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et la compétitivité pour le développement s'est réuni le 18 juin 2019 à Tunis. Cette réunion a rassemblé des ministres, des hauts responsables gouvernementaux, ainsi que des représentants du secteur privé et de la société civile issus des économies de l'OCDE et de la région MENA, sur le thème "Un Partenariat pour une prospérité partagée".

Le Comité de pilotage a été une occasion unique pour 200 participants de 13 économies de la région MENA et de 14 économies de l'OCDE de se réunir pour discuter des priorités stratégiques pour un développement économique durable et inclusif de la région. Le Comité de pilotage a évalué les progrès accomplis au cours de la mise en œuvre du mandat actuel de l'Initiative, qui couvre la période 2016-2020, et, en s'appuyant sur l'impact et les résultats obtenus jusqu'à présent, a réfléchi aux priorités de l'Initiative pour l'année 2020, dans la perspective également du renouvellement du cinquième mandat pour la période 2021-2025.

Avec sa population jeune et sa position commerciale stratégique, la région MENA présente un potentiel économique élevé. Néanmoins, la croissance économique reste faible et demeure dans les estimations récentes inférieure à 2%, avec des prévisions indiquant un nouveau recul. En outre, un pourcentage considérable de la population reste marginalisé sur le marché du travail et dans la vie publique: le taux de chômage des jeunes est de 25%, tandis que le taux d'activité des femmes n'est que de 22%. Les participants s'accordent sur le fait que les réformes structurelles doivent être mises en œuvre rapidement afin de parvenir à des économies et des sociétés plus résilientes à moyen et long terme. Les participants ont notamment souligné l'importance de réformes ciblées dans le domaine de la gouvernance publique et de la compétitivité. Ils ont souligné que des institutions et des politiques inclusives, transparentes et responsables ainsi que de nouveaux partenariats entre le gouvernement et la société civile sont essentiels pour créer des conditions favorables à des résultats plus inclusifs en termes de politiques publiques. Les participants ont insisté sur le fait que les mesures en faveur du secteur privé sont essentielles pour renforcer la création d'emplois et favoriser la croissance par la base. Le Comité de pilotage est parvenu à un consensus sur le fait que, dans les années à venir, l'Initiative devait jouer un rôle clé en accompagnant les économies et les sociétés de la région dans la formulation et la mise en œuvre de telles mesures, afin de réaliser l'objectif de la région d'atteindre une croissance durable et inclusive.

Dans ce contexte, les participants se sont félicités de la pertinence constante de l'Initiative - 15 ans après son lancement - en tant que vecteur de changement positif, d'intégration régionale et de réforme des politiques fondée sur les bonnes pratiques et les normes internationales. En particulier, ils ont noté qu'au cours des dernières années, l'Initiative avait réussi à mettre au point une approche régionale innovante et indispensable pour le développement des économies et des sociétés de la région MENA. Les participants ont encouragé l'Initiative à maximiser le potentiel de ses travaux en renforçant davantage, à l'avenir, le lien entre les dimensions régionale et nationale. À cet égard et à d'autres, dans la mesure où l'Initiative repose sur des contributions volontaires, il est indispensable d'assurer un financement adéquat dans le futur pour la bonne mise en œuvre des activités et la réalisation de nombreux objectifs mentionnés lors de la réunion.

La première séance plénière de la réunion du Comité de pilotage a été consacrée à la discussion des priorités stratégiques de la région pour une prospérité partagée. Les participants ont souligné l'importance des programmes nationaux de réforme dans la région, alignés avec le cadre d'action international énoncé dans l'Agenda 2030 des Nations Unies. Ils ont souligné la nécessité de réduire les écarts d'opportunité en matière de croissance et de développement inclusifs, en particulier ceux liés au genre, à l'âge et aux ressources économiques. La session a donc mis l'accent sur la manière dont le développement territorial, les infrastructures durables et la bonne gouvernance - pour ne citer que quelques domaines thématiques - peuvent contribuer à un développement social et économique plus inclusif. En outre, les participants ont noté que l'Initiative devrait poursuivre ses travaux sur les situations de fragilité et de conflit, en vue de renforcer la stabilité et les retombées régionales positives, ainsi que de commencer à envisager les futures voies de développement économique.

Au cours de la deuxième séance plénière, les discussions ont porté sur les défis et les opportunités de la transformation numérique dans la région. Les intervenants ont convenu que l'impact de technologies telles que l'analytique des données massives, l'intelligence artificielle et la blockchain avaient le potentiel de transformer radicalement les économies et les sociétés de la région, en abordant des questions telles que la gouvernance efficiente, l'accès inclusif, l'ouverture, la transparence et l'engagement, la productivité, l'infrastructure, la fiscalité, les chaînes d'approvisionnement, les PME et la diversification. Les travaux récents de l'OCDE sur le sujet dans d'autres régions prouvent que l'Initiative a beaucoup d'expertise à offrir à la région, afin de garantir que la transformation numérique n'exacerbe pas la marginalisation de la région MENA, mais au contraire améliore sa connectivité et son intégration au niveau régional et global (par exemple en l'évaluant par rapport à la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur les Stratégies de Gouvernement numérique).

La réunion du Comité de Pilotage s'est donc poursuivie avec une série de séances parallèles fructueuses, consacrées aux priorités politiques respectives des deux piliers du Programme, gouvernance et compétitivité. Le détail des discussions relatives à ces deux Programmes est disponible ci-dessous.

Enfin, le Comité de pilotage a conclu sa réunion en discutant de l'orientation stratégique future de l'Initiative, en vue de l'élaboration des priorités pour le cinquième mandat, qui devrait débuter en 2021. Afin de faire avancer ces réflexions et de progresser encore dans cette entreprise, les participants se sont mis d'accord sur le principe de l'organisation d'une conférence ministérielle MENA-OCDE sur cet objectif qui se tiendra fin 2020. Le Comité de pilotage s'est félicité du succès de l'Initiative en tant que plate-forme du multilatéralisme dans la région reposant sur les méthodes uniques de l'OCDE d'apprentissage entre pairs. À cet égard, ils ont encouragé l'Initiative à s'adapter de manière stratégique - tant au niveau organisationnel que thématique - à l'évolution des besoins et aux problèmes émergents de la région. Il a également été suggéré de promouvoir une approche globale du développement et de la croissance dans toute la région MENA.

Programme Compétitivité

Au cours de l'une de ses deux sessions parallèles consacrées aux questions prioritaires pour l'Initiative MENA-OCDE, le Comité de pilotage s'est concentré sur les réalisations, les activités, les priorités et l'avenir du Programme pour la Compétitivité. La session était présidée par S.E. M. Erdem Basçi, Ambassadeur de Turquie auprès de l'OCDE et par Mme Kalthoum HAMZAOUI, Directrice générale de la coopération multilatérale, Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale, Tunisie, coprésidents du Programme MENA-OCDE pour la Compétitivité

Le Comité de Pilotage s'est félicité des progrès accomplis par le Programme pour la Compétitivité au cours de cette année qui a été très fructueuse en termes d'activités et de réalisations. Le Programme continue à produire des résultats très concrets dans les domaines de l'investissement, des PME, de l'intégrité des affaires, de la gouvernance d'entreprise et du dialogue public-privé, tout en favorisant l'intégration de l'inclusion économique des femmes et des jeunes dans tous les aspects de la politique publique. Les participants ont salué les méthodes de travail flexibles du Programme, qui vont de l'apprentissage par les pairs et du partage de bonnes pratiques à la coopération technique et aux activités de plaidoyer en faveur des politiques au plus haut niveau du gouvernement.

Les participants se sont félicités de l'élargissement de la portée thématique du Programme, notamment en incluant les sujets de l'infrastructure de qualité, et de l'amélioration des statistiques et de l'évaluation des données. À cet égard, le Programme a notamment organisé un dialogue politique régional sur la promotion de l'investissement dans les infrastructures de qualité en mars 2019 au Caire, ainsi qu'une réunion sur les statistiques dans la région MENA en avril 2019, à laquelle ont participé des hauts responsables politiques, des experts et les acteurs concernés de la région. Le Comité de pilotage s'est félicité de ces développements et a souligné la nécessité pour le Programme de rester ouvert aux besoins des bénéficiaires et aux défis émergents de la région afin de garantir sa pertinence future.

L'attention du Programme sur l'autonomisation économique des groupes marginalisés, mais également son attention au secteur privé, a également été saluée par les participants. Cela a été illustré par les activités menées dans le cadre du Forum MENA-OCDE sur l'autonomisation économique des femmes, du réseau MENA-OCDE sur l'intégrité des affaires, ainsi que de la première Réunion des Organisations des Jeunes Dirigeants et des Entrepreneurs de la Région MENA et l'OCDE, une nouvelle plate-forme lancée en janvier 2019. Ces plates-formes témoignent non seulement de la considération élevée de l'initiative pour la création d'emplois et l'inclusion, mais conduisent également à des impacts réels sur la qualité des politiques et la performance économique à travers un dialogue privé-public structuré et un travail analytique mené dans toute la région MENA.

En ce qui concerne le secteur privé, les participants ont salué le succès du Comité consultatif des affaires MENA-OCDE, créé en 2018 et qui s'est réuni pour la deuxième fois lors de ces journées MENA-OCDE. La réunion a inclus un sommet entreprises-gouvernement ainsi que des discussions thématiques entre représentants du secteur privé. Elle a également été l'occasion de présenter la nouvelle plateforme des associations de jeunes entrepreneurs. Les participants à la réunion du BAB ont convenu que, même s'il n'y avait plus d'opposition entre les secteurs public et privé, il était « nécessaire de parvenir à une coexistence intelligente » entre les deux secteurs afin de libérer le potentiel économique de la région. Le BAB s'est engagé à soutenir les organisations du secteur privé dans leur rôle de sensibilisation aux politiques et à continuer de créer des espaces de dialogue public-privé au niveau régional.

Le Comité de pilotage a également discuté du Groupe de travail MENA-OCDE sur les PME et l'entrepreneuriat, y compris des résultats obtenus dans le passé et les orientations futures. Les coprésidents du groupe de travail (Tunisie et Italie) ont noté qu'au cours de ses dix années d'expérience et de ses dix réunions, le Groupe de travail sur les PME avait eu une influence positive sur les Programmes de réforme de divers pays de la région MENA en offrant un cadre de réflexion, de discussion et d'échange aux décideurs. Les participants ont également pris note de la tenue de la 11^{ème} réunion du groupe de travail sur les PME organisée dans le cadre des journées MENA-OCDE, le 19

juin, axée sur les principaux défis et priorités pour faciliter l'utilisation des technologies numériques par les entrepreneurs, y compris les femmes. Les coprésidents du Groupe de travail sur les PME ont également évoqué les futures priorités thématiques, notamment les efforts accrus pour améliorer l'environnement des entreprises, le renforcement de l'accès au financement, le renforcement des institutions et des priorités thématiques spécifiques, en particulier la conduite responsable des entreprises et des PME, les technologies numériques et l'entrepreneuriat.

Les participants ont également reconnu les progrès importants réalisés dans l'évaluation de l'impact et l'attention croissante portée sur l'évaluation par le pilier Compétitivité. Ils se sont félicités de l'introduction d'un outil de suivi de la mise en œuvre des réformes dans le programme, désormais opérationnel, de l'évaluation du programme pour le Maroc, ainsi que de la prochaine évaluation de l'impact de l'ensemble du Programme Compétitivité, prévue pour le second semestre de 2019 et soutenue par de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA).

En ce qui concerne les futures orientations stratégiques, les participants ont souligné les priorités suivantes:

- S'appuyer sur le Conseil Consultatif des Affaires MENA-OCDE pour impliquer le secteur privé de manière systématique et proposer aux gouvernements de la région une vision commune des priorités essentielles pour libérer le potentiel du secteur privé.
- Faire participer les jeunes aux différentes activités du programme de compétitivité et renforcer le rôle de la plate-forme des associations de jeunes dirigeants et entrepreneurs.
- Intégrez des sujets émergents tels que les statistiques et les indicateurs économiques ou l'infrastructure de connectivité.
- Poursuivre les efforts pour améliorer l'environnement des entreprises, l'accès au financement et aux marchés et engager de nouveaux travaux sur la transformation numérique des PME et la conduite responsable des entreprises et des PME
- Faire avancer le sujet de l'autonomisation économique des femmes à la fois par le biais du Forum MENA-OCDE sur l'Autonomisation Économique des Femmes (FAEF) et en tant que sujet transversal par le biais des autres groupes de travail.
- Intensifier la coopération avec les pays d'Afrique subsaharienne en s'appuyant sur les pays d'Afrique du Nord, qui peuvent constituer un pont utile.

En conclusion, le groupe de pilotage s'est félicité de la collaboration croissante du programme avec diverses organisations internationales et régionales. Cela vise en particulier l'Union européenne, notamment dans le domaine de la promotion des investissements, ainsi que de l'Union pour la Méditerranée, avec laquelle l'OCDE a signé un mémorandum d'accord en 2018 afin d'intensifier la coopération dans plusieurs domaines politiques cruciaux. Le Comité de pilotage a enfin appelé le programme Compétitivité à continuer d'adapter ses thématiques pour faire face aux défis émergents cruciaux pour la région, avec une vision ambitieuse et à long terme pouvant façonner le programme de développement régional pour les années à venir.

Les participants ont remercié tous les pays de la région MENA et de l'OCDE pour leurs contributions et ont exprimé leur gratitude pour le soutien financier reçu par l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), l'Union européenne, l'Allemagne, le Japon, le Fonds de transition MENA du Partenariat du G7 entre Deauville et le Maroc, le Fonds monétaire international et la Banque islamique de développement. Ils ont également appelé à améliorer la coordination des donateurs aux niveaux national et régional.

Programme Gouvernance

Le programme de la gouvernance a organisé quatre événements de haut niveau en marge de la réunion du groupe de pilotage pour aider à identifier les orientations stratégiques du programme pour 2019-2020 et pour le renouvellement du mandat du programme en 2021.

Le 17 juin, le Programme pour la Gouvernance a organisé une réunion de consultation des partenaires de la société civile pour discuter de la manière dont les organisations de la société civile de la région peuvent s'associer pour définir les orientations et les activités du Programme.

Dans l'après-midi, des représentants de la société civile et des responsables gouvernementaux des pays de la région MENA et de l'OCDE se sont réunis au sein d'un "Cabinet de citoyens" pour échanger sur la manière dont les technologies numériques peuvent être exploitées pour améliorer les politiques et les services publics au service d'une prospérité partagée. Les recommandations de la session ont été présentées lors de la réunion du comité de pilotage et contribueront au renouvellement du cinquième mandat du Programme pour 2021-2025.

Dans l'après-midi, des représentants de la société civile et des responsables gouvernementaux des pays de la région MENA et de l'OCDE se sont réunis au sein d'un "Cabinet de citoyens" pour discuter de la manière dont les technologies numériques peuvent être exploitées pour améliorer les politiques et les services publics au service d'une prospérité partagée. Les recommandations de la session ont été présentées lors de la réunion du groupe de pilotage et contribueront au renouvellement du cinquième mandat du Programme pour 2021-2025.

Le 19 juin, des conférenciers inspirants de la région ont partagé leur vision et leur expérience personnelle dans un format de discussion TED et ont fourni des informations sur les approches de gouvernance visant à lutter contre la marginalisation des groupes vulnérables et marginalisés.

Enfin, le Programme a organisé un dialogue régional sur la gouvernance des risques dans la région MENA afin d'identifier les lacunes et les solutions possibles pour améliorer la gouvernance des risques critiques et accroître la résilience des pays MENA face aux catastrophes majeures.

Au cours de la réunion du groupe de pilotage, la session parallèle du programme de gouvernance coprésidée par Riadh Moakher, secrétaire général du gouvernement tunisien, et Rupert Schlegelmilch, représentant permanent de l'UE auprès de l'OCDE et coprésidents du groupe MENA-OCDE Programme de gouvernance, a porté sur les réalisations du programme et les priorités stratégiques pour l'avenir.

Le groupe de pilotage a souligné les progrès significatifs accomplis par le programme MENA-OCDE pour la Gouvernance dans la mise en œuvre de la Déclaration de Tunis ainsi que son impact sur le terrain. Les participants se sont notamment félicités des liens étroits existant entre le comité de la gouvernance publique et les comités de la politique de réglementation et les activités du programme. Les participants ont notamment reconnu que le programme de gouvernance avait permis de rapprocher les pays de la région MENA des instruments de l'OCDE; fournir des preuves comparatives régionales, des possibilités de dialogue régional et un soutien à la mise en œuvre à l'appui des objectifs énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le partenariat du G7 à Deauville et le partenariat pour un gouvernement ouvert, entre autres.

Les participants ont pris connaissance des rapports régionaux sur l'accès à l'information et l'autonomisation des jeunes présentés par les groupes de travail et réseaux régionaux en 2018-2019 et ont encouragé le programme à collecter des données conformément à la méthodologie de la série Regards sur le gouvernement de l'OCDE. L'analyse comparative des progrès réalisés par les pays de la région MENA par rapport aux bonnes pratiques et normes de l'OCDE a été perçue comme un exercice puissant pour stimuler les réformes et favoriser les échanges mutuels de connaissances et les bonnes pratiques.

Les participants ont reconnu les liens effectifs entre les groupes de travail régionaux et le soutien à la mise en œuvre fourni par le programme sur le terrain. Les délégués ont reconnu la diversité des thèmes couverts par le programme et les synergies créées entre eux, par exemple en intégrant les objectifs d'autonomisation des jeunes et d'égalité des genres dans les groupes de travail. En outre, les participants se sont félicités de la poursuite du partenariat avec les EAU par le biais du Sommet du gouvernement mondial et de nouveaux projets avec Abou Dhabi (étude d'impact de la réglementation), l'Algérie (marchés publics), la Tunisie (bonne gouvernance / intégrité) et l'Arabie saoudite (gestion de la

performance), projets régionaux sur la communication publique et les médias (Jordanie, Liban, Maroc et Tunisie).

Des activités conjointes avec l'initiative d'appui à l'amélioration de la gouvernance et à la gestion (SIGMA), une initiative conjointe de l'OCDE avec l'UE, telle que la conférence de Rabat sur la prestation de services publics en juin 2019, ont été très bien accueillies. Les participants ont également pris acte de l'excellent partenariat avec l'Italie et le centre de formation de Caserte et ont encouragé les pays de la région MENA à utiliser davantage le centre pour renforcer les capacités et les compétences des agents publics en faveur de la réforme nationale.

Les participants ont mis en exergue le pouvoir de mobilisation du Programme et les synergies créées avec divers partenaires régionaux et internationaux, par exemple avec des agences des Nations Unies, pour aider l'Égypte à tenir ses engagements en matière de développement durable (engagement MAPS). À cet égard, les participants ont également salué la possibilité de faire partie du pôle des ODD de l'OCDE. Les participants ont également salué la collaboration entre le Programme et les organisations régionales pour la mise en œuvre de projets et d'activités, notamment avec la Banque islamique de développement, la Banque africaine de développement et le Fonds arabe pour le développement économique et social. La forte participation de la société civile à toutes les activités a été également saluée.

En ce qui concerne les futures orientations stratégiques, les participants ont souligné les priorités suivantes:

- Concevoir et appliquer des politiques et services inclusifs aux groupes vulnérables et marginalisés
- Intégrer davantage les objectifs d'autonomisation des jeunes et de justice intergénérationnelle dans les groupes de travail régionaux et des questions telles que le changement climatique. Les jeunes pourraient présider la conférence régionale annuelle sur l'autonomisation des jeunes dans la région MENA.
- Renforcer l'accès des femmes au leadership dans la vie publique et aider les gouvernements à prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes
- Renforcer le rôle des institutions indépendantes (institutions supérieures de contrôle, agences nationales de lutte contre la corruption, commissions d'accès à l'information, etc.) pour accroître la transparence et la responsabilité du secteur public, notamment en ce qui concerne les campagnes électorales et les conflits d'intérêts.
- Renforcer les synergies avec les partenaires de la société civile MENA-OCDE dans le cadre de consultations sur l'orientation stratégique du Programme et renforcer les travaux sur le dialogue social.
- Soutenir le rôle des institutions publiques dans le relance et la reconstruction post-conflit, en mettant l'accent sur le niveau sous-national.
- Favoriser l'innovation du secteur public et l'utilisation des nouvelles technologies au sein des administrations publiques (intelligence artificielle, blockchain, etc.) pour une plus grande efficacité dans la prestation des services.
- Renforcer les capacités des autorités locales et des dispositifs de gouvernance locale en matière de prestation de politiques et de services en mettant l'accent sur l'amélioration de la confiance et de la satisfaction des citoyens.
- Élaborer des indicateurs pour évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des lois sur l'accès à l'information et des réformes de l'intégrité et soutenir les institutions indépendantes (médiateurs, médiateurs).
- Aider les pays de la région MENA à se rapprocher des recommandations de l'OCDE sur le Gouvernement Ouvert, les Stratégies de Gouvernement Numérique et le Projet de Déclaration sur l'Innovation Publique et encourager les gouvernements à promouvoir les synergies entre ces secteurs.
- Aider les pays de la région MENA à améliorer l'administration des services d'accès à la justice et à garantir un état de droit et une réglementation exemplaires

- Promouvoir une action gouvernementale judicieuse pour réduire le commerce illicite, les économies informelles et créer des économies plus inclusives et transparentes.
- Soutenir la conception et la mise en œuvre de mesures efficaces de gestion des risques
- Continuer à aider les pays de la région MENA à adhérer aux bonnes pratiques de l'OCDE en matière de gestion des finances publiques, de politique de réglementation et de marchés publics.

Les participants ont accueilli avec satisfaction le système de suivi de l'Initiative et les mises à jour régulières du système de cadre logique.

Les participants ont remercié tous les pays de la région MENA et de l'OCDE pour leurs contributions en nature et ont exprimé leur gratitude pour le soutien financier reçu entre 2016 et 2019 par l'AECID / Espagne, les États-Unis d'Amérique, l'Italie, les Émirats arabes unis, le Qatar et le Koweït (tous dialogue régional) et par l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Initiative de partenariat avec le Moyen-Orient / le Département d'État américain, le Fonds de transition MENA du partenariat du G7 à Deauville, la Suisse, l'Union européenne, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite (tous les projets de pays).